

**ANNEXES**  
**AU RAPPORT D'ACTIVITÉ**  
**ET DE TRANSPARENCE 2017**

Scam\*

## Sommaire

- 03. Note au lecteur
- 04. Rapport général du Commissaire aux Comptes pour l'exercice clos le 31/12/2017
- 05. Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées
- 05. Attestation du commissaire aux comptes relative aux informations sur l'action culturelle
- 06. Action culturelle
- 08. Montant et affectation des produits financiers
- 08. Liste des placements financiers
- 09. Flux de trésorerie
- 09. Balance âgée fournisseurs au 31 décembre 2017
- 09. Filiales et participations
- 10. Taux du coût de gestion sur perceptions de l'exercice
- 10. Rémunérations versées aux administrateurs
- 10. Nombre de refus d'octroyer une autorisation d'exploitation
- 11. Analyse des perceptions 2017 par mode d'exploitation
- 11. Analyse des répartitions 2017 par mode d'exploitation
- 12. Récapitulatif de l'affectation des sommes en fin d'exercice
- 12. Sommes affectées individuellement au cours de l'exercice
- 13. Sommes restant à affecter individuellement
- 14. Solde des droits à répartir entre SPRD et analyse du solde des droits à répartir
- 15. Montant total des sommes qui ne peuvent être réparties
- 15. Fréquence des versements des principaux droits
- 16. Sommes reçues par catégories de droits gérés, et par type d'utilisation, et par organisme de gestion collective
- 17. Taux des retenues statutaires de la Scam en 2017
- 18. Retenues des sociétés d'auteurs avant reversement à la Scam
- 19. Liste des organismes ayant bénéficié de concours sur trois ans consécutifs

## Note au lecteur

Conformément aux termes de l'ordonnance du 22 décembre 2016 qui modernise le cadre juridique de la gestion des droits d'auteur et des droits voisins, et qui transpose la directive européenne 2014/26/UE du 26 février 2014, la Scam a enrichi son rapport d'informations financières nouvelles visant à répondre aux exigences du futur rapport de transparence, applicables pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

### Les informations nouvelles insérées dans le présent rapport 2017 sont :

- le nombre de refus d'octroyer une autorisation d'exploitation conformément aux dispositions du troisième alinéa de l'article L. 324-7 et les principales catégories de raisons motivant ces refus,
- une description de la structure juridique et de la gouvernance,
- le montant total de la rémunération versée au cours de l'année précédente, d'une part, aux personnes mentionnées au premier alinéa de l'article L. 323-13 et, d'autre part, aux membres de l'organe de surveillance, ainsi que les autres avantages qui leur ont été octroyés,
- un tableau des filiales et participations,
- un tableau des flux de trésorerie,
- la fréquence des versements, avec une ventilation par catégorie de droits gérés et par type d'utilisation,
- le montant total des sommes qui ne peuvent être réparties,
- le montant des sommes reçues d'autres organismes, avec une ventilation par catégorie de droits et par type d'utilisation ainsi que par organisme.

### Les informations restant à insérer dans le rapport sur les comptes 2018 sont :

- le montant de l'ensemble des frais de fonctionnement et des frais financiers, ventilés par catégorie de droits gérés, et lorsque les coûts sont indirects et ne peuvent être attribués à une ou plusieurs catégories de droits, une explication de la méthode suivie pour l'attribution de ces coûts indirects,
- le montant des frais de fonctionnement et des frais financiers relatifs aux services, autres que la gestion des droits, comprenant les services sociaux, culturels et éducatifs,
- la nature des ressources utilisées pour couvrir les coûts,
- le montant des sommes versées à d'autres organismes, avec une ventilation par catégorie de droits et par type d'utilisation ainsi que par organisme,
- le montant des frais de gestion et autres déductions effectuées sur les revenus provenant de l'exploitation des droits dus à d'autres organismes, avec une ventilation par catégorie de droits et par type d'utilisation ainsi que par organisme,
- le montant des frais de gestion et autres déductions effectuées sur les sommes versées par d'autres organismes, avec une ventilation par catégorie de droits et par organisme,
- le montant des sommes réparties directement aux titulaires de droits provenant d'autres organismes, avec une ventilation par catégorie de droits et par organisme.

# Rapport général du Commissaire aux comptes

sur les comptes annuels exercice clos le 31 décembre 2017

Mesdames, Messieurs,

## OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société civile des auteurs multimédia relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## FONDEMENT DE L'OPINION

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

## JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## VÉRIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX MEMBRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Directeur Général et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

## RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Neuilly-sur-Seine, le 13 avril 2018  
Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés  
Laurent ODOBEZ

# Rapport spécial du Commissaire aux comptes

## sur les conventions réglementées

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de Commissaire aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux comptes relative à cette mission.

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention intervenue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L.612-5 du code de commerce.

Neuilly-sur-Seine, le 13 avril 2018

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Laurent ODOBEZ

# Attestation du commissaire aux comptes relative aux informations sur l'Action Culturelle

**insérées dans le rapport d'activité en application de l'article R 321-14 du code de la propriété intellectuelle**

**Exercice clos le 31 décembre 2017**

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de la Société civile des auteurs multimédia « Scam » (« la Société ») et en application des dispositions de l'article R 321-14 du code de la propriété intellectuelle, nous avons établi la présente attestation sur les informations insérées dans le rapport d'activité au titre de l'action culturelle et figurant dans le document ci-joint.

Ce document, initialisé aux seules fins d'identification, fait ressortir les comptes de l'action culturelle ainsi que le détail des sommes réparties pour l'exercice clos au 31 décembre 2017.

Ces informations ont été établies sous la responsabilité du Directeur général de la Société à partir des livres comptables ayant servi à la préparation des comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Il nous appartient de nous prononcer sur la concordance de ces informations avec la comptabilité et la comptabilité analytique.

Nos travaux, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont été effectués selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Ces travaux ont consisté à :

- prendre connaissance des procédures mises en place par la Société pour produire les informations figurant dans le document joint,
- effectuer les rapprochements nécessaires entre ces informations et la comptabilité et la comptabilité analytique dont elles sont issues et vérifier qu'elles concordent avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017,
- vérifier la concordance de ces informations, telles qu'elles figurent dans le document joint, avec la comptabilité et la comptabilité analytique ;
- vérifier l'exactitude arithmétique des calculs.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur la concordance des informations figurant dans le document joint avec la comptabilité et la comptabilité analytique ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Cette attestation est établie à votre attention dans le contexte précisé au premier paragraphe et ne doit pas être utilisée, diffusée ou citée à d'autres fins.

Neuilly-sur-Seine, le 13 avril 2018

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

Laurent ODOBEZ

# Les comptes de l'action culturelle

pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2017 au 31 décembre 2017

(sommes affectées collectivement au cours de l'exercice - L 321-9 du CPI)

<b>A - AIDE À LA CRÉATION</b>			
Bourses d'aide à la création	728		
<b>B - PROMOTION ET DIFFUSION DES ŒUVRES</b>			
<b>1 - Promotion de la création</b>	<b>1 395</b>		
Activités Scam	142		
Partenariats	705		
Prix et Étoiles	547		
<b>2 - Diffusion de l'information sur la création</b>	<b>27</b>		
<b>3 - Action culturelle en Belgique</b>	<b>107</b>		
<b>4 - Action culturelle au Canada</b>	<b>0</b>		
<b>C - EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE</b>			
Education artistique et culturelle	11		
<b>D - AIDE A LA FORMATION</b>			
Soutien à la formation des auteurs	164		
<b>CHARGES D'ACTION CULTURELLE</b>	<b>2 432</b>		
		<b>Prélèvements sur perceptions</b>	<b>2 316</b>
		Audiovisuel et sonore	1 400
		Littéraire	516
		Image fixe	48
		Droits presse	351
		<b>À déduire copie privée Scelf</b>	<b>-4</b>
		<b>Irrépartissables supérieurs à 10 ans</b>	<b>0</b>
		<b>Produits financiers</b>	<b>0</b>
		<b>PRODUITS D'ACTION CULTURELLE</b>	<b>2 312</b>

**Déficit de la période 120**

Montants en milliers d'euros

# L'action culturelle

Dépenses Action Culturelle	Période du 01/01/2017 au 31/12/2017		Période du 01/01/2016 au 31/12/2016		Variations
<b>AIDES À LA CRÉATION</b>	<b>728 210</b>	<b>29,9 %</b>	<b>801 429</b>	<b>34,3 %</b>	<b>- 9,1 %</b>
Bourses d'aide à la création répertoire audiovisuel	509 361		582 416		
Bourses d'aide à la création répertoire sonore	51 895		51 601		
Bourses d'aide à la création répertoire de l'écrit	31 139		28 070		
Bourses d'aide à la création répertoire des œuvres journalistiques	37 807		38 897		
Bourses d'aide à la création répertoire des images fixes	22 786		25 578		
Bourses d'aide à la création EFE	75 222		40 801		
Bourses d'aide à la création multi-répertoires			34 066		
<b>PROMOTION ET DIFFUSION DES ŒUVRES</b>	<b>1 528 619</b>	<b>62,9 %</b>	<b>1 377 957</b>	<b>59,0 %</b>	<b>10,9 %</b>
<b>Promotion de la création :</b>	<b>1 394 525</b>	<b>57,3 %</b>	<b>1 237 299</b>	<b>53,0 %</b>	<b>12,7 %</b>
<b>Activités Scam</b>	<b>141 861</b>	<b>5,8 %</b>	<b>216 850</b>	<b>9,3 %</b>	<b>- 34,6 %</b>
Activités Scam répertoire audiovisuel	11 293		99 989		
Activités Scam répertoire sonore	44 077		41 903		
Activités Scam répertoire de l'écrit					
Activités Scam répertoire des œuvres journalistiques	6 010		4 330		
Activités Scam répertoire des images fixes	22 295				
Activités Scam répertoire EFE	1 505				
Activités Scam Multi-répertoires			14 059		
Salle de projection	56 682		56 569		
<b>Partenariats</b>	<b>705 323</b>	<b>29,0 %</b>	<b>509 573</b>	<b>21,8 %</b>	<b>38,4 %</b>
Soutien des festivals répertoire audiovisuel	573 462		390 312		
Soutien des festivals répertoire sonore	20 537		21 988		
Soutien des festivals répertoire de l'écrit	29 757		24 604		
Soutien des festivals répertoire des œuvres journalistiques	53 507		42 323		
Soutien des festivals répertoire des images fixes	12 060		15 561		
Soutien des festivals répertoire EFE	16 000		14 785		
<b>Prix</b>	<b>547 340</b>	<b>22,5 %</b>	<b>510 876</b>	<b>21,9 %</b>	<b>7,1 %</b>
Prix répertoire audiovisuel & Etoiles	366 199		355 462		
Prix répertoire sonore	25 444		21 779		
Prix répertoire de l'écrit	61 327		52 845		
Prix répertoire des œuvres journalistiques	22 025		23 555		
Prix répertoire des images fixes	26 445		26 550		
Prix répertoire EFE	13 643		8 913		
Soirée Grand Prix multi-répertoires	32 258		21 772		
<b>Diffusion de l'information sur la création :</b>	<b>27 184</b>	<b>1,1 %</b>	<b>22 000</b>	<b>0,9 %</b>	<b>23,6 %</b>
Editions répertoire audiovisuel	4 384		6 000		
Editions répertoire sonore	7 000		7 000		
Editions Multi-répertoires	15 800		9 000		
<b>Belgique</b>	<b>106 910</b>	<b>4,4 %</b>	<b>107 150</b>	<b>4,6 %</b>	<b>- 0,2 %</b>
<b>Canada</b>		<b>0,0 %</b>	<b>11 508</b>	<b>0,5 %</b>	<b>- 100,0 %</b>
<b>EDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE</b>	<b>10 611</b>	<b>0,4 %</b>	<b>0</b>	<b>0,0 %</b>	<b>N/A</b>
Education artistique et culturelle répertoire audiovisuel	10 611				
<b>AIDES À LA FORMATION</b>	<b>164 455</b>	<b>6,8 %</b>	<b>154 891</b>	<b>6,6 %</b>	<b>6,2 %</b>
Ateliers Maison des Auteurs	311		1 093		
Formation Écoles	48 355		43 345		
Formation Continue des auteurs	115 789		110 453		
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>2 431 894</b>	<b>100,0 %</b>	<b>2 334 278</b>	<b>100,0 %</b>	<b>4,2 %</b>

# Montant et affectation des produits financiers

Conformément au décret n° 98-1040 du 18 novembre 1998

Selon les statuts, les intérêts provenant des sommes perçues en instance de répartition et, d'une manière générale, les produits des placements effectués à partir de ces sommes permettent de faire face aux charges générales de la société.

	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
Revenu des placements	1 088 062	500 173
Plus values de cession	0	547 901
Variation de provision	22 686	33 560
Gains de change	1 290	29
Autres produits financiers	683 626	868 857
<b>TOTAL</b>	<b>1 795 664</b>	<b>1 950 521</b>

en euros

## Liste des placements financiers

	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016
<b>FCP et Livret :</b>	<b>86 824 037</b>	<b>86 062 774</b>
Axiom Obligataire	3 000 000	3 000 000
BP Rives de Paris Livret Institutionnel	10 109 524	10 079 287
LA BANQUE POSTALE LBPAM 12-18 mois	9 011 443	9 011 443
CM-CIC Compte dépôt GAT	6 782 192	8 353 680
AMUNDI Trésor 12-24 mois	5 159 414	5 159 414
AMUNDI Livret CSL	65 605	7 559 718
BP Rives de Paris Livret Sociétaire	2 553 451	2 542 059
BNP Compte sur livret	36 122	35 978
CM-CIC Livret Associations	20 108 311	25 321 195
COGEFI SV Gestion	29 997 975	15 000 000
<b>B.M.T.N. et Compte à terme :</b>	<b>24 500 000</b>	<b>30 000 000</b>
BP Rives de Paris CAT progressif 23/11/2021	4 000 000	4 000 000
BP Rives de Paris CAT progressif 20/10/2024	8 000 000	8 000 000
BP Rives de Paris CAT progressif 20/10/2020	6 500 000	6 500 000
BP Rives de Paris CAT progressif 25/05/2017	0	1 000 000
CM-CIC CAT Progressif 21/05/2023	5 000 000	5 000 000
CM-CIC CAT 0,80% 19/06/2017	0	4 500 000
LA NEF CAT NEF PRO	1 000 000	1 000 000
<b>Contrat de capitalisation :</b>	<b>44 327 591</b>	<b>29 327 591</b>
GENERALI	11 327 591	11 327 591
ALLIANZ	13 000 000	13 000 000
AXA	5 000 000	5 000 000
CARDIFF	15 000 000	0
<b>TOTAL DES PLACEMENTS</b>	<b>155 651 628</b>	<b>145 390 365</b>

en euros

# Flux de trésorerie

		Année 2017
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES À L'EXPLOITATION</b>		
	<b>Résultat d'exploitation</b>	- 1 718 746
	Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises	1 089 538
	Transferts de charges au compte de charges à répartir	- 10 619
	<b>Résultat brut d'exploitation</b>	<b>= - 639 828</b>
	Variation des créances d'exploitation	135 639
	Variation des dettes d'exploitation	7 480 203
	<b>Flux net de trésorerie d'exploitation</b>	<b>= 6 976 014</b>
	Produits financiers nets des charges financières	1 793 991
	Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises financières	1 877
	Charges exceptionnelles nettes des produits exceptionnels	- 41 154
	Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises exceptionnelles-	84 300
<b>(A)</b>	<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>= 8 815 028</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES A L'INVESTISSEMENT</b>		
	Acquisitions d'immobilisations	- 3 209 554
	Cessions d'immobilisations nettes d'impôts	1 106 053
<b>(B)</b>	<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>= - 2 103 501</b>
<b>FLUX DE TRESORERIE LIES AU FINANCEMENT</b>		
	Augmentation/réduction de capital en numéraire	0
	Dividendes versés	0
	Emissions/remboursements d'emprunts	0
<b>(C)</b>	<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>= 0</b>
<b>(A + B + C)</b>	<b>VARIATION DE TRESORERIE</b>	<b>6 711 527</b>
	trésorerie d'ouverture	159 309 985
	<b>Trésorerie de clôture</b>	<b>= 166 021 512</b>

en euros

## Balance âgée fournisseurs au 31 décembre 2017

Conformément au décret n° 2008-1492 du 30 décembre 2008

en euros	> à 90 jours	90 jours	60 jours	30 jours	Solde
<b>Au 31 décembre 2017</b>	<b>- 4 986</b>	<b>- 21 312</b>	<b>18 916</b>	<b>481 907</b>	<b>474 525</b>
<b>Au 31 décembre 2016</b>	- 749	- 398	- 5 356	583 142	576 638
<b>Au 31 décembre 2015</b>	- 3 693	11 976	25 588	603 486	637 357
<b>Au 31 décembre 2014</b>	- 127 168	1 702	48 460	416 589	339 583

# Filiales et participations

	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
				Brute	Nette						
<b>1. Filiales</b>											
(+ de 50 % du capital détenu par la société)											
SCAM CANADA	62	-151 084	100 %	62	62	0	0	52 443	0	0	CA et Résultat 2016
<b>2. Participations</b>											
(10 à 50 % du capital détenu par la société)											
AVA	750	28 474	20 %	150	150	0	0	0	10 722	0	CA et Résultat 2016
SAGEL	24 789	-110 945	50 %	12 395	0	2 302 530	0	294 159	-4 456	0	CA et Résultat 2017

## Taux du coût de gestion sur perceptions de l'exercice

en euros	Au 31/12/2017	Au 31/12/2016	Variations
<b>Charges brutes de l'exercice</b>	<b>15 711 221</b>	<b>15 652 924</b>	<b>0,4 %</b>
à déduire :			
Charges exceptionnelles (Y/C Provisions)	172 350	108 251	
Valeur nette comptable des actifs cédés			
<b>Charges propres à l'exercice</b>	<b>15 538 871</b>	<b>15 544 672</b>	<b>0,0 %</b>
à déduire :			
Ressources financières	-1 795 667	-1 950 521	
<b>Solde des charges, nettes des ressources financières</b>	<b>13 743 204</b>	<b>13 594 152</b>	<b>1,1 %</b>
à déduire :			
Ressources diverses	-294 149	-72 452	306,0 %
Ressources exceptionnelles	-131 196	-593 086	-77,9 %
à ajouter :			
Résultat de l'exercice	33 824	24 986	35,4 %
<b>Coût net de gestion</b>	<b>13 351 682</b>	<b>12 953 599</b>	<b>3,1 %</b>
<b>Perceptions de l'exercice</b>	<b>112 317 329</b>	<b>109 341 368</b>	<b>2,7 %</b>
<b>Taux du coût de gestion</b>	<b>11,89 %</b>	<b>11,85%</b>	

## Rémunérations versées aux administrateurs

Indemnités organes sociaux	Indemnités autres	Droits d'auteur	Aides sociales	Pensions	Total
113 717	17 280	316 641	6 000	11 041	464 680

## Nombre de refus d'octroyer une autorisation d'exploitation

Au cours de l'année 2017, la Scam n'a refusé aucun octroi d'autorisation d'exploitation de son répertoire à un utilisateur.

# Analyse des perceptions 2017 par mode d'exploitation

en euros	Perceptions France	Perceptions Délégations	Perceptions étranger	Total		Total Perceptions 2016	Variations 2017 / 2016
				Perceptions 2017	Prélèvements 2017		
<b>Exploitation télévisuelle</b>	<b>73 087 571</b>	<b>5 303 477</b>	<b>5 358 764</b>	<b>83 749 812</b>	<b>958 180</b>	<b>78 082 397</b>	<b>7,26 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	67 055 696	5 303 477	5 358 764	77 717 937	901 744	74 334 718	4,55 %
Gestion confiée en application de la loi	6 031 875	0	0	6 031 875	56 436	3 746 501	61,00 %
Gestion confiée individuellement par les auteurs	0	0	0	0	0	1 178	- 100,00 %
<b>Exploitation radiophonique</b>	<b>7 690 094</b>	<b>248 706</b>	<b>128 203</b>	<b>8 067 003</b>	<b>89 047</b>	<b>8 243 018</b>	<b>- 2,14 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	5 954 565	248 706	128 203	6 331 474	73 490	6 823 897	- 7,22 %
Gestion confiée en application de la loi	1 659 362	0	0	1 659 362	15 557	1 356 437	22,33 %
Gestion confiée individuellement par les auteurs	76 167	0	0	76 167	0	62 684	21,51 %
<b>Exploitation télévisuelle et radiophonique</b>	<b>6 651 211</b>	<b>1 639 378</b>	<b>17 992</b>	<b>8 308 581</b>	<b>103 567</b>	<b>9 114 435</b>	<b>- 8,84 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	5 118 721	1 639 378	17 992	6 776 091	84 411	7 493 612	- 9,58 %
Gestion confiée en application de la loi	1 532 490	0	0	1 532 490	19 156	1 620 823	- 5,45 %
<b>Exploitation vidéographique et phonographique</b>	<b>329 923</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>329 923</b>	<b>27</b>	<b>392 567</b>	<b>- 15,96 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	329 923	0	0	329 923	27	392 567	- 15,96 %
<b>Exploitation sur support graphique</b>	<b>3 558 461</b>	<b>789 994</b>	<b>24 538</b>	<b>4 372 993</b>	<b>0</b>	<b>4 795 679</b>	<b>- 8,81 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	3 392	0	24 538	27 930	0	55 080	- 49,29 %
Gestion confiée en application de la loi	3 555 069	789 994	0	4 345 063	0	4 740 598	- 8,34 %
<b>Exploitation multimédia</b>	<b>858 083</b>	<b>106 275</b>	<b>0</b>	<b>964 358</b>	<b>4 848</b>	<b>419 112</b>	<b>130,10 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	858 083	106 275	0	964 358	4 848	419 112	130,10 %
<b>Représentation publique</b>	<b>17 996</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>17 998</b>	<b>0</b>	<b>38 749</b>	<b>- 53,55 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	17 996	0	3	17 998	0	38 749	- 53,55 %
<b>Autres exploitations</b>	<b>6 505 683</b>	<b>979</b>	<b>0</b>	<b>6 506 661</b>	<b>82 873</b>	<b>8 255 412</b>	<b>- 21,18 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	4 883 876	979	0	4 884 855	82 873	7 024 427	- 30,46 %
Gestion confiée en application de la loi	1 621 807	0	0	1 621 807	0	1 230 985	31,75 %
<b>Total</b>	<b>98 699 021</b>	<b>8 088 809</b>	<b>5 529 498</b>	<b>112 317 329</b>	<b>1 238 542</b>	<b>109 341 368</b>	<b>2,72 %</b>

# Analyse des répartitions 2017 par mode d'exploitation

en euros	Total Répartitions brutes 2017	Prélèvements sur Répartitions 2017	Répartition nettes 2017			Droits affectés aux ayants droits en 2017	Droits affectés aux ayants droits en 2016	Variations 2017/2016
			en France	pour les délégations de la Scam	pour les autres pays			
<b>Exploitation télévisuelle</b>	<b>71 490 797</b>	<b>9 312 776</b>	<b>55 848 294</b>	<b>3 091 683</b>	<b>3 238 044</b>	<b>62 178 021</b>	<b>63 273 694</b>	<b>- 1,73 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	68 804 612	8 966 374	53 508 511	3 091 683	3 238 044	59 838 238	61 456 207	- 2,63 %
Gestion confiée en application de la loi	2 686 186	346 402	2 339 784	0	0	2 339 784	1 817 487	28,74 %
Gestion confiée individuellement par les auteurs	0	0	0	0	0	0	0	0,00 %
<b>Exploitation radiophonique</b>	<b>7 536 930</b>	<b>957 796</b>	<b>5 976 534</b>	<b>466 472</b>	<b>136 128</b>	<b>6 579 133</b>	<b>6 472 385</b>	<b>1,65 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	6 573 965	841 498	5 129 867	466 472	136 128	5 732 467	5 669 522	1,11 %
Gestion confiée en application de la loi	879 018	113 780	765 238	0	0	765 238	735 801	4,00 %
Gestion confiée individuellement par les auteurs	83 946	2 518	81 428	0	0	81 428	67 062	21,42 %
<b>Exploitation télévisuelle et radiophonique</b>	<b>7 697 652</b>	<b>1 001 883</b>	<b>5 656 131</b>	<b>1 018 066</b>	<b>21 572</b>	<b>6 695 769</b>	<b>5 856 646</b>	<b>14,33 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	6 034 447	784 800	4 210 008	1 018 066	21 572	5 249 647	4 694 008	11,84 %
Gestion confiée en application de la loi	1 663 206	217 083	1 446 123	0	0	1 446 123	1 162 638	24,38 %
<b>Exploitation vidéographique et phonographique</b>	<b>401 815</b>	<b>12 135</b>	<b>389 669</b>	<b>0</b>	<b>11</b>	<b>389 680</b>	<b>319 037</b>	<b>22,14 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	401 815	12 135	389 669	0	11	389 680	319 037	22,14 %
<b>Exploitation sur support graphique</b>	<b>3 836 050</b>	<b>123 030</b>	<b>2 938 686</b>	<b>750 226</b>	<b>24 108</b>	<b>3 713 020</b>	<b>5 351 766</b>	<b>- 30,62 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	818 983	40 795	3 854	750 226	24 108	778 188	1 204 634	- 35,40 %
Gestion confiée en application de la loi	3 017 067	82 235	2 934 832	0	0	2 934 832	4 147 132	- 29,23 %
<b>Exploitation multimédia</b>	<b>424 008</b>	<b>54 796</b>	<b>369 212</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>369 212</b>	<b>106 431</b>	<b>246,90 %</b>
<b>Représentation publique</b>	<b>21 998</b>	<b>1 133</b>	<b>20 865</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>20 865</b>	<b>30 025</b>	<b>- 30,51 %</b>
<b>Autres exploitations</b>	<b>7 398 727</b>	<b>844 586</b>	<b>6 553 192</b>	<b>949</b>	<b>0</b>	<b>6 554 141</b>	<b>3 614 524</b>	<b>81,33 %</b>
Gestion confiée par les ayants droit	6 552 980	821 537	5 730 494	949	0	5 731 443	2 370 061	141,83 %
Gestion confiée en application de la loi	845 747	23 049	822 698	0	0	822 698	1 244 463	- 33,89 %
<b>Remboursement retenue statutaire</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>- 107</b>	<b>- 100,00 %</b>
<b>Total</b>	<b>98 807 977</b>	<b>12 308 136</b>	<b>77 752 582</b>	<b>5 327 396</b>	<b>3 419 863</b>	<b>86 499 841</b>	<b>85 024 401</b>	<b>1,74 %</b>

# Récapitulatif de l'affectation des sommes en fin d'exercice

Conformément au décret n° 98-1040 du 18 novembre 1998

en euros	Droits restant à affecter au 01/01/2017	Perceptions	Prélèvements sur perceptions	Prélèvements sur répartitions	Montants pour l'aide à la création	Montants affectés aux œuvres sociales et culturelles	Montants affectés à la gestion courante	Droits affectés aux ayants droit	Droits restant à affecter au 31/12/2017
<b>Droits dont la gestion est confiée par les ayants droit</b>	<b>127 149 869</b>	<b>97 840 559</b>	<b>1 147 393</b>	<b>11 523 068</b>	<b>0</b>	<b>2 176 027</b>	<b>0</b>	<b>78 109 739</b>	<b>132 034 201</b>
Exploitation télévisuelle	87 305 456	77 717 937	901 744	8 966 374	0	1 776 003	0	59 838 238	93 541 034
Exploitation radiophonique	6 487 309	6 331 474	73 490	841 498	0	120 364	0	5 732 467	6 050 963
Exploitation télévisuelle et radiophonique	10 737 898	6 776 091	84 411	784 800	0	170 492	0	5 249 647	11 224 640
Exploitation vidéographique et phonographique	307 521	329 923	27	12 135	0	0	0	389 680	235 601
Exploitation sur support graphique	365 211	817 924	0	40 795	0	0	0	778 188	364 152
Exploitation multimédia	1 085 859	964 358	4 848	54 796	0	4 837	0	369 212	1 616 525
Représentation publique	39 322	17 998	0	1 133	0	0	0	20 865	35 322
Autres exploitations	20 821 294	4 884 855	82 873	821 537	0	104 332	0	5 731 443	18 965 964
<b>Droits dont la gestion est confiée en application de la loi</b>	<b>18 380 363</b>	<b>14 400 602</b>	<b>91 149</b>	<b>782 549</b>	<b>2 882 220</b>	<b>183 079</b>	<b>0</b>	<b>8 308 674</b>	<b>20 533 294</b>
Exploitation télévisuelle	6 606 330	6 031 875	56 436	346 402	1 497 993	104 594	0	2 339 784	8 292 997
Exploitation radiophonique	2 431 410	1 659 362	15 557	113 780	414 841	39 528	0	765 238	2 741 830
Exploitation télévisuelle et radiophonique	3 138 790	1 532 490	19 156	217 083	0	38 957	0	1 446 123	2 949 961
Exploitation vidéographique et phonographique	46 101	0	0	0	0	0	0	0	46 101
Exploitation sur support graphique	3 110 744	3 555 069	0	82 235	563 935	0	0	2 934 832	3 084 811
Autres exploitations	3 046 987	1 621 807	0	23 049	405 452	0	0	822 698	3 417 595
<b>Droits dont la gestion est confiée individuellement par les auteurs</b>	<b>56 822</b>	<b>76 167</b>	<b>0</b>	<b>2 518</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>81 428</b>	<b>49 043</b>
Exploitation télévisuelle	2 086	0	0	0	0	0	0	0	2 086
Exploitation radiophonique	50 071	76 167	0	2 518	0	0	0	81 428	42 291
Exploitation sur support graphique	4 665	0	0	0	0	0	0	0	4 665
<b>Remboursement retenue statutaire à effectuer</b>	<b>46 623</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>46 623</b>
<b>TOTAL</b>	<b>145 633 677</b>	<b>112 317 329</b>	<b>1 238 542</b>	<b>12 308 136</b>	<b>2 882 220</b>	<b>2 359 106</b>	<b>0</b>	<b>86 499 841</b>	<b>152 663 160</b>

# Sommes affectées individuellement au cours de l'exercice

Conformément au décret n° 98-1040 du 18 novembre 1998

en euros	Sommes payées au titre des affectations individuelles	Sommes affectées individuellement et non payées	Droits affectés aux ayants droit
<b>Droits dont la gestion est confiée par les ayants droit</b>	<b>78 655 252</b>	<b>- 545 513</b>	<b>78 109 739</b>
Exploitation télévisuelle	60 021 306	- 183 068	59 838 238
Exploitation radiophonique	5 724 238	8 229	5 732 467
Exploitation télévisuelle et radiophonique	5 252 566	- 2 919	5 249 647
Exploitation vidéographique et phonographique	392 388	- 2 709	389 680
Exploitation sur support graphique	777 489	699	778 188
Exploitation multimédia	366 741	2 471	369 212
Représentation publique	21 532	- 667	20 865
Autres exploitations	6 098 993	- 367 549	5 731 443
<b>Droits dont la gestion est confiée en application de la loi</b>	<b>8 181 143</b>	<b>127 531</b>	<b>8 308 674</b>
Exploitation télévisuelle	2 324 838	14 945	2 339 784
Exploitation radiophonique	763 332	1 907	765 238
Exploitation télévisuelle et radiophonique	1 452 787	- 6 664	1 446 123
Exploitation sur support graphique	2 895 228	39 604	2 934 832
Autres exploitations	744 958	77 740	822 698
<b>Droits dont la gestion est confiée individuellement par les auteurs</b>	<b>81 428</b>	<b>0</b>	<b>81 428</b>
Exploitation radiophonique	81 428	0	81 428
<b>Remboursement retenue statutaire à effectuer</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>86 917 823</b>	<b>- 417 982</b>	<b>86 499 841</b>

# Sommes restant à affecter individuellement

Conformément au décret n° 98-1040 du 18 novembre 1998

en euros	Années d'exploitation antérieures à 2014	Année d'exploitation 2014	Année d'exploitation 2015	Année d'exploitation 2016	Année d'exploitation 2017	Année d'exploitation 2018	TOTAL
<b>Soldes des droits dont la gestion est confiée par les ayants droit</b>	<b>35 126 632</b>	<b>3 235 367</b>	<b>11 451 045</b>	<b>26 066 722</b>	<b>56 111 063</b>	<b>43 372</b>	<b>132 034 201</b>
Exploitation télévisuelle	21 788 937	1 522 365	7 269 084	18 582 629	44 336 061	41 957	93 541 034
Exploitation radiophonique	1 932 253	139 407	183 555	798 750	2 995 584	1 415	6 050 963
Exploitation télévisuelle et radiophonique	3 030 611	245 906	1 752 981	2 021 494	4 173 647	0	11 224 640
Exploitation vidéographique et phonographique	177 907	11 633	3 392	3 133	39 536	0	235 601
Exploitation sur support graphique	359 277	1 601	2 502	296	475	0	364 152
Exploitation multimédia	1 104 069	161 685	19 548	182 498	148 724	0	1 616 525
Représentation publique	21 733	6 142	-923	5 625	2 744	0	35 322
Autres exploitations	6 711 845	1 146 628	2 220 904	4 472 297	4 414 290	0	18 965 964
<b>Soldes des droits dont la gestion est confiée en application de la loi</b>	<b>7 205 030</b>	<b>2 223 487</b>	<b>1 891 953</b>	<b>2 010 914</b>	<b>7 095 739</b>	<b>106 172</b>	<b>20 533 294</b>
Exploitation télévisuelle	2 787 541	397 783	604 035	497 201	3 960 480	45 957	8 292 997
Exploitation radiophonique	1 086 886	119 964	185 415	315 065	1 004 573	29 927	2 741 830
Exploitation télévisuelle et radiophonique	960 701	36 523	412 907	408 307	1 131 524	0	2 949 961
Exploitation vidéographique et phonographique	46 101	0	0	0	0	0	46 101
Exploitation sur support graphique	1 158 574	1 330 926	236 330	358 980	0	0	3 084 811
Autres exploitations	1 165 227	338 291	453 266	431 361	999 162	30 288	3 417 595
<b>Soldes des droits dont la gestion est confiée individuellement par les auteurs</b>	<b>31 996</b>	<b>0</b>	<b>1 677</b>	<b>2 185</b>	<b>13 185</b>	<b>0</b>	<b>49 043</b>
Exploitation télévisuelle	908	0	0	1 178	0	0	2 086
Exploitation radiophonique	26 423	0	1 677	1 006	13 185	0	42 291
Exploitation sur support graphique	4 665	0	0	0	0	0	4 665
<b>Solde retenue Statutaire</b>	<b>46 556</b>	<b>66</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>46 623</b>
<b>TOTAL</b>	<b>42 410 214</b>	<b>5 458 921</b>	<b>13 344 675</b>	<b>28 079 821</b>	<b>63 219 987</b>	<b>149 544</b>	<b>152 663 160</b>

Globalement, les sommes restant à répartir aux auteurs passent de 145,6 M€ à 152,7 M€ soit une progression de 4,8 %.

Cette augmentation a pour causes principales les encaissements consécutifs à la régularisation de litiges concernant la copie privée et un câblo-opérateur belge, des perceptions rétroactives concernant les usagers publics belges, la reprographie de l'Écrit, les droits du câble allemand ou encore des chaînes thématiques. Ces droits étant à affecter à des exploitations ayant déjà fait l'objet d'une répartition, ils intégreront les tarifs de solde de ces mêmes exploitations conformément au planning de répartition.

Par ailleurs, une baisse du minutage diffusé en 2016 sur les chaînes du groupe France Télévisions, notamment en raison des

Jeux Olympiques de Rio a provoqué une baisse de la répartition et par conséquent une augmentation du solde de droits relatifs à cette année d'exploitation (solde réparti en décembre 2018) Au 31 décembre 2017, le montant des droits à répartir pour les années antérieures à 2014 s'élève à 42,4 M€. L'an dernier pour cette même période, il était de 39,9 M€ soit une hausse de 6,3 %. En 2016, la Scam a entrepris l'apurement des soldes des chaînes historiques. En 2017, les années 2007 et 2008 ont été soldées. Cependant, l'ajout de l'année d'exploitations 2013 dans les soldes antérieurs ainsi que des perceptions exceptionnelles, notamment en provenance de l'étranger, ont entraîné une progression du volume des soldes anciens.

# Solde des droits à répartir entre OGC au 31 décembre 2017

en euros

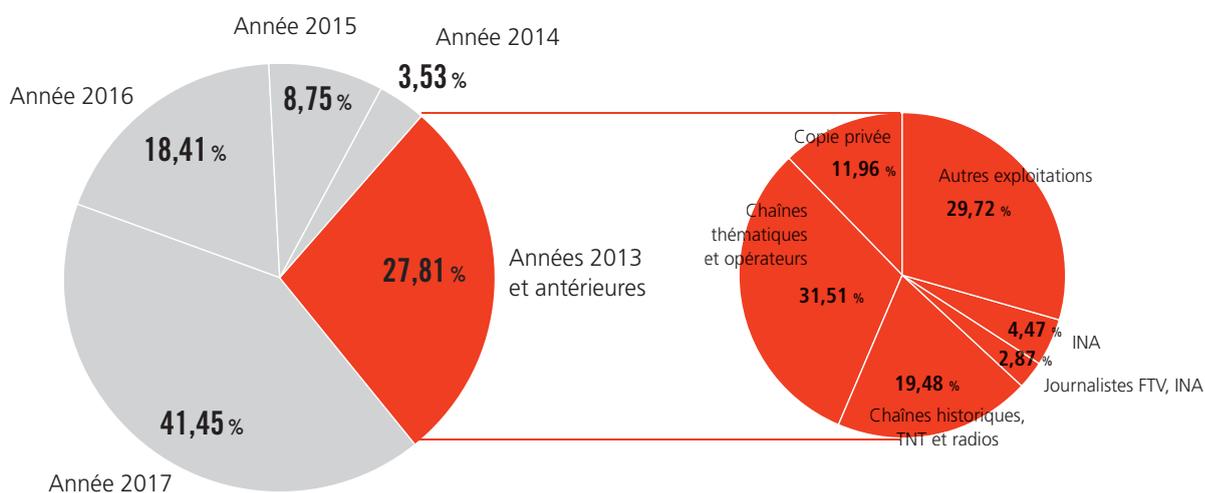
ANNÉE D'EXPLOITATION	<2014	2014	2015	2016	2017	TOTAL
<b>Exploitation télévisuelle</b>	<b>36 821</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>36 821</b>
Télévision non hertzienne	<b>36 821</b>					<b>36 821</b>
<b>Exploitation télévisuelle et radiophonique</b>	<b>800</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>800</b>
Télévision et radiodiffusion	<b>800</b>					<b>800</b>
<b>Exploitation sur support graphique</b>	<b>774 375</b>	<b>50 551</b>	<b>108 511</b>	<b>103 298</b>	<b>366 751</b>	<b>1 403 487</b>
Reprographie et droit de prêt étranger	<b>774 375</b>	<b>50 551</b>	<b>108 511</b>	<b>103 298</b>	<b>366 751</b>	<b>1 403 487</b>
<b>TOTAL</b>	<b>811 995</b>	<b>50 551</b>	<b>108 511</b>	<b>103 298</b>	<b>366 751</b>	<b>1 441 108</b>

## Analyse détaillée du solde des droits à répartir aux auteurs

Les montants dus au titre des exploitations 2017 (année N) représentent 41,4 % des soldes restant à répartir au 31 décembre 2017. Ceux-ci seront reversés en 2018 pour les trois derniers trimestres des chaînes historiques (les éventuels soldes seront réalisés en décembre 2019). Les droits de l'année 2017 des autres chaînes de la TNT et des thématiques retransmises par les opérateurs seront répartis en octobre 2018. 18,4 % des soldes concernent les exploi-

tations N-1 (2016). Ils correspondent pour partie aux sommes réservées pour les chaînes diffusées sur les différents opérateurs (dont les analyses se poursuivent après leurs premières répartitions en octobre 2017) ainsi que celles restant à répartir pour les chaînes historiques dont le solde interviendra en décembre 2018. Le volume des droits restant à répartir pour les années N-2 (2015) et N-3 (2014) est stable. Le niveau de solde N-2, qui comprend notamment les soldes des

chaînes du câble, des satellites, de l'ADSL et de la TNT (répartis en octobre 2018) est supérieur de 24K€ (+ 0,18 %) à celui de l'an dernier alors que les droits N-3 restant à répartir régressent de 120K€ (-2,15 %). Les droits restant à répartir pour les années 2013 et antérieures s'élèvent à 42,4M€. La segmentation de ces soldes par famille de droits n'a pas évolué significativement. En 2017, la Scam a poursuivi l'apurement des soldes des chaînes historiques en soldant les droits 2007 et 2008.



# Montant total des sommes qui ne peuvent être réparties

en euros	31/12/2016	Transferts de sommes répartissables aux sommes non répartissables	Utilisations pour des actions culturelles	Utilisations conformes à la politique générale	Transferts de sommes non répartissables aux sommes répartissables	31/12/2017
Sommes irrépartissables	828 227	3 520				831 747

## Fréquence des versements des principaux droits

	Période de diffusion
<b>Mars 2017</b>	
Chaînes de télévision historiques françaises	2 <sup>ème</sup> trimestre 2016
Radios françaises et échanges internationaux	1 <sup>er</sup> semestre 2016
<b>Mai 2017</b>	
Chaînes de télévision historiques françaises	3 <sup>ème</sup> trimestre 2016
Groupe TV5 Monde	1 <sup>er</sup> semestre 2016
<b>Juillet 2017</b>	
Chaînes de télévision historiques françaises	4 <sup>ème</sup> trimestre 2016
Radios françaises et échanges internationaux	3 <sup>ème</sup> trimestre 2016
<b>Octobre 2017</b>	
Radios françaises et échanges internationaux	4 <sup>ème</sup> trimestre 2016
Chaînes du câble, satellites, TNT, ADSL	Année 2016
Soldes des chaînes du câble, satellites, TNT, ADSL	Année 2014
Groupe TV5 Monde	2 <sup>ème</sup> semestre 2016
<b>Décembre 2017</b>	
Chaînes de télévision historiques françaises	1 <sup>er</sup> trimestre 2017
Radios locales privées	Année 2016
Copie privée des chaînes historiques, TNT et radios françaises	Année 2016
Soldes des diffuseurs historiques et radios françaises	Année 2015

Pour les chaînes étrangères (Belgique, Canada, suisse...) les répartitions ont lieu en fonction de la documentation reçue et de l'encaissement des perceptions. Pour toutes les autres natures de droits (droit de l'écrit, des images fixes, de la presse, droits des vidéastes, droits phono et vidéo, œuvres institutionnelles, etc...), les répartitions ont lieu en fonction de l'encaissement des perceptions. Ce planning s'applique quelles que soient les catégories de droits répartis.

# Sommes reçues par catégories de droits gérés, et par type d'utilisation, et par organisme de gestion collective

	2017	2016
<b>Perceptions dont la gestion est confiée en application de la loi</b>		
<b>ADAGP</b>	<b>20 930</b>	<b>23 700</b>
exploitation télévisuelle	20 930	23 700
<b>AUVIBEL</b>	<b>390 728</b>	<b>140 709</b>
exploitation télévisuelle	322 057	70 466
exploitation radiophonique	68 671	70 242
<b>AVA</b>	<b>234 520</b>	<b>141 315</b>
Images fixes	234 520	141 315
<b>CFC</b>	<b>1 018 312</b>	<b>1 119 298</b>
exploitation sur support graphique	1 018 312	1 119 298
<b>COPIE FRANCE</b>	<b>9 273 141</b>	<b>6 310 222</b>
exploitation télévisuelle	5 991 972	3 722 801
exploitation radiophonique	1 659 362	1 356 437
exploitation sur support graphique	1 621 807	1 230 985
<b>PROCIREP</b>	<b>18 973</b>	<b>0</b>
exploitation télévisuelle	18 973	0
<b>REPROBEL</b>	<b>789 956</b>	<b>1 217 392</b>
exploitation sur support graphique	789 956	1 217 392
<b>SOFIA</b>	<b>2 302 237</b>	<b>2 262 263</b>
exploitation sur support graphique	2 302 237	2 262 263
<b>Perceptions dont la gestion est confiée par les ayants droit</b>		
<b>ADAGP</b>	<b>4 050</b>	<b>159 422</b>
autres exploitations	4 050	159 422
<b>SACD</b>	<b>31 415 782</b>	<b>30 522 625</b>
exploitation télévisuelle	30 602 062	29 966 329
exploitation radiophonique	17 071	387 056
exploitation télévisuelle et radiophonique	778 654	83 881
exploitation sur support graphique	0	811
représentation publique	17 996	23 854
autres exploitations	0	60 694
<b>SACEM</b>	<b>34 959 030</b>	<b>37 715 693</b>
exploitation télévisuelle	19 581 985	22 000 012
exploitation radiophonique	5 208 495	5 326 690
exploitation télévisuelle et radiophonique	7 802 861	7 780 504
exploitation vidéographique et phonographique	104	84
exploitation multimédia	646 680	424 336
autres exploitations	1 718 905	2 184 066
<b>SACENC</b>	<b>48 185</b>	<b>80 368</b>
exploitation télévisuelle	8 895	18 788
exploitation télévisuelle et radiophonique	39 290	61 579
<b>SDRM</b>	<b>14 837 496</b>	<b>13 008 740</b>
exploitation télévisuelle	14 000 984	11 901 941
exploitation radiophonique	383 952	403 864
exploitation télévisuelle et radiophonique	86 800	23 890
exploitation vidéographique et phonographique	0	19
exploitation multimédia	62 002	387 228
autres exploitations	303 758	291 798
<b>SOFAM</b>	<b>979</b>	<b>0</b>
autres exploitations	979	0
<b>ORGANISMES DE GESTION COLLECTIVE ÉTRANGERS</b>	<b>4 466 548</b>	<b>4 200 221</b>
exploitation télévisuelle	2 643 853	2 505 119
exploitation radiophonique	107 987	189 479
exploitation télévisuelle et radiophonique	1 690 167	1 455 170
exploitation sur support graphique	24 538	50 441
exploitation multimédia	0	11
représentation publique	3	0

# Taux des retenues statutaires de la Scam 2017

		Retenue statutaire
<b>Audiovisuel</b>		
Chaînes et opérateurs	Diffusions hertziennes, câble, satellite, ADSL, fibre, internet fixe ou mobile	13 %
Copie privée		13 %
Autres	Protocoles commerciaux/Echnages internationaux	10 %
	Plateformes communautaires de vidéos, sites internet (hors VOD)	13 %
	Vidéogrammes sur supports physiques	3 %
<b>Sonore</b>		
Radios	Diffusions hertziennes, câble, satellite, ADSL, fibre, internet fixe ou mobile	13 %
Copie privée		13 %
Autres	Protocoles commerciaux/Echnages internationaux	10 %
	Phonogrammes sur supports physiques	3 %
	Primes d'inédit Radio France	3 %
<b>Écrit</b>		
	Reproduction presse	12 %
	Récitation publique	5 %
	Adaptation d'une œuvre littéraire en œuvre dramatique	10 %
	Reprographie (photocopie)	3 %
	Droit d'édition et de traduction	3 %
	Droit de prêt (France)	0 %
	Droit de prêt (étranger)	3 %
	Copie privée	3 %
<b>Image fixe</b>		
	Copie privée	3 %
	Reprographie (photocopie)	3 %
	Droits de suite	3 %
<b>Accords journalisés</b>		
	Droits des journalistes au titre des exploitations secondaires	9,5 %

# Retenues des sociétés d'auteurs avant reversement à la Scam

Certains droits n'étant pas perçus directement par la Scam mais par d'autres sociétés pour son compte, celles-ci appliquent de leur côté une retenue pour frais de gestion avant reversement à la Scam, laquelle applique ensuite ses propres taux de retenue selon la nature des droits et comme indiqué précédemment.

Pour les droits relatifs aux contrats « médias » administrés par la Sacem ainsi que pour le mandat confié à la SDRM relativement aux exploitations de phonogrammes et vidéogrammes, aucune retenue n'est appliquée avant reversement des droits à la Scam. Les frais de gestion exposés par ces sociétés sont réglés dans le cadre d'un mandat global.

		2017	
		Taux	Montant
<b>ADAGP</b>			
<b>Images fixes</b>	Copie privée	10 %	2 326
	Droit de suite	12 %	552
<b>COPIE FRANCE</b>			
Exploitation télévisuelle	Copie privée	1,13 % puis 1 % à partir de juillet 2017	65 957
		0,80 %	
Exploitation radiophonique	Copie privée	0,80 %	13 345
Exploitation sur support graphique	Copie privée		13 079
<b>SACD</b>			
Œuvres littéraires adaptées	Exploitations en France	9,96 %	946
	Exploitation à l'étranger	7,47 %	16
Représentation publique	Récitations et lectures publiques	12,35 %	2 646
<b>SACEM</b>			
Exploitation radiophonique	Récepteurs publics radio	15,00 %	206 818
Exploitation télévisuelle	Récepteurs publics télévision	15,00 %	35 138
<b>SOFIA</b>			
Exploitation sur support graphique	Copie privée	0,18 %	3 811
	Droit de prêt	10,92 %	30 867
<b>CFC</b>			
Exploitation sur support graphique	Reprographie	Entre 1,32% et 9,71% selon l'année d'exploitation et l'origine des droits	29 198

# Liste des organismes ayant bénéficié de concours sur trois ans consécutifs 2015/2016/2017

(article R. 321-8 du CPI)

Acid (Paris)  
Addoc (Paris)  
Ateliers Varan (Paris)  
Brouillage, Radio campus (Paris)  
Cinéma du Réel (Paris)  
Comptoir du doc (Rennes)  
Cross Vidéo days (Paris)  
Doc Monde (Lussas)  
Documentaire sur grand écran (Paris)  
Doxa, French French (Vancouver)  
Echo d'ici, échos d'ailleurs (Labastide-Rouairoux)  
Écrans documentaires (Arcueil)  
Escalaes documentaires (La Rochelle)  
États généraux du film documentaire (Lussas)  
Étonnants voyageurs (Saint-Malo)  
Festival international du film documentaire en Cévennes (Lasalle)  
Festival international des scénaristes (Valence)  
Festival international du court métrage (Clermont-Ferrand)  
Festival international du film historique (Pessac)  
Festival international du film ethnographique (Paris)  
FID Marseille  
Fidadoc (Agadir)  
Figra (Le Touquet)  
Filmer le travail (Poitiers)  
Film-documentaire.fr (Lussas)  
Films en Bretagne (Saint-Quay Portrieux)  
Fipa (Biarritz)  
Forum des Images (Paris)  
Images en bibliothèques (Paris)  
Le Banquet du livre (Lagrasse)  
Le Livre à Metz (Metz)  
Live Magazine (Paris)  
Longueurs d'ondes (Brest)  
Maison des Journalistes (Paris)  
Marathon des mots (Toulouse)  
Parisciences (Paris)  
Périphérie (Montreuil)  
Prix Bayeux-Calvados des correspondants de guerre (Bayeux)  
Rendez-vous de l'histoire (Blois)  
Sunny Side of the Doc (La Rochelle)  
Traces de Vies (Clermont-Ferrand)  
Transmedia Immersive University (Paris)  
Tribudom (Paris)  
Université Paris 1 Master Class Histoire et Audiovisuel (Paris)  
Vidéadoc (Paris)  
Vidéoformes (Clermont-Ferrand)  
Vidéo Les Beaux Jours (Strasbourg)  
Visa pour l'Image (Perpignan)

## Scam\*

### France

5, Avenue Velasquez  
75 008 Paris  
Tél. 01 56 69 58 58  
Fax 01 56 69 58 59  
[communication@scam.fr](mailto:communication@scam.fr)  
[www.scam.fr](http://www.scam.fr)

### Belgique

Rue du Prince Royal, 87  
1050 Bruxelles  
Tél. (2) 551 03 20  
Fax (2) 551 03 25  
[infos@scam.be](mailto:infos@scam.be)  
[www.scam.be](http://www.scam.be)

### Canada

Bureau 605  
4446 Boulevard Saint Laurent  
Montréal PQ H2W 1Z5  
Tél. (514) 738 88 77  
Fax (514) 342 46 15  
[info@scam.ca](mailto:info@scam.ca)  
[www.scam.ca](http://www.scam.ca)